



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1992/NGO/1
18 juin 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-quatrième session
Point 5 a) de l'ordre du jour

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

MESURES A PRENDRE POUR LUTTER CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE, ET ROLE DE LA SOUS-COMMISSION

Communication écrite soumise par la Ligue internationale pour le droit
et la libération des peuples, organisation non gouvernementale dotée
du statut consultatif (catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après qui est distribuée
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[17 juin 1992]

RACISME ET DISCRIMINATION : SOURCES D'INQUIETUDE POUR LES DROITS DE L'HOMME

1. Partout dans le monde, nous assistons à une recrudescence des manifestations de racisme et de discrimination qui affectent en général les minorités - à l'exception flagrante de l'Afrique du Sud - et, parmi elles, les groupes les plus défavorisés. Nous devons comprendre que ce que nous appelons le Premier monde n'est pas en mesure de garantir à tous ses citoyens la pleine jouissance de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales. De Johannesburg à Los Angeles, de Paris à Tokyo, la couleur de la peau, les convictions religieuses, l'appartenance à une certaine caste constituent souvent des stigmates sociaux indélébiles.

Afrique du Sud

2. Le régime sud-africain de l'apartheid est officiellement mort; les résultats du référendum du 17 mars dernier sont dépourvus d'ambiguïté : la minorité blanche a voté massivement pour les réformes du président de Klerk visant à donner la pleine représentation aux personnes de couleur.

3. L'importance éthique et les conséquences politiques de cette décision sont indéniables mais les difficultés posées par la transition vers une démocratie authentique sont elles aussi évidentes. Il se dresse deux principaux types d'obstacles : d'une part, n'étant pas seulement un moyen d'assurer la supériorité économique des Blancs (que symbolise encore de façon éclatante le monument Voortrekker) mais aussi une partie intégrante de leur comportement social et culturel, l'apartheid a engendré des inégalités socio-économiques entre les citoyens; d'autre part, l'application des instruments juridiques internationaux - tels que la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et la déclaration de 1989 de l'Assemblée générale sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe - se heurte toujours à une législation répressive, qui risque de compromettre les négociations en cours entre le Parti nationaliste et le Congrès national africain d'Afrique du Sud.

3. La lenteur et la difficulté avec lesquelles avance la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) qui a tenu sa première session à Johannesburg les 20 et 21 décembre 1991, le confirment. La deuxième session, tenue en mai 1992, n'a pas permis aux participants de se mettre d'accord sur l'aspect du problème clé : les paramètres mathématiques de la majorité constituante, en d'autres termes le pourcentage de votes nécessaires pour faire adopter les dispositions présentées à l'Assemblée constituante (appelée Assemblée nationale) et la question de savoir si celle-ci est soumise au veto d'un pouvoir externe. Cet aspect est à l'évidence si fondamental qu'en l'absence d'un large accord le reste des débats devient insignifiant, ce qui tendrait à indiquer que l'apartheid n'a rien perdu de sa vigueur.

Amérique du Nord

4. Lorsque, le 29 avril 1992, les radios et les télévisions annoncèrent la libération de quatre policiers blancs qui avaient cruellement frappé Rodney King, un homme de couleur arrêté pour excès de vitesse, des émeutes éclatèrent à travers Los Angeles. Elles furent certainement les plus graves

de l'histoire récente de l'Amérique si l'on en juge par le nombre de morts, de blessés et d'arrestations et par l'ampleur du préjudice économique et social qu'elles ont engendré.

5. En 80 secondes d'images éloquentes, nous avons eu l'illustration d'un phénomène bien connu mais soigneusement camouflé, celui de la brutalité de la police dont les premières victimes sont les membres de minorités, "une brutalité endémique", selon les termes du rapport d'une commission d'enquête indépendante. Ces dernières années, les autorités de Los Angeles n'ont rien fait pour réformer les corps de police réputés racistes et violents et les émeutes sont là qui attestent que, pour beaucoup de membres de la minorité noire, l'espoir de progresser sur la voie de la justice sociale et d'être pleinement reconnue est toujours et encore frustré.

6. Les émeutes très violentes qui ont mis à sac le centre de Los Angeles et ont été réprimées grâce à une intervention massive de l'armée qui a déployé pas moins de 16 500 hommes sur une superficie de 300 km² environ, sont le prix que le Gouvernement américain a dû payer pour avoir délaissé les quartiers périphériques de ses villes sans se préoccuper le moins du monde du bien-être de ceux qui y vivent, qui sont parmi les plus défavorisés et n'ont pas la possibilité d'aller vivre ailleurs.

7. Le fait que les incidents de Los Angeles se soient étendus au reste du pays - à Atlanta, Las Vegas, Seattle, Pittsburg, dont les rues ont été le théâtre d'actes de violence qui ont fait des dizaines de victimes et causé des dommages considérables aux boutiques et aux automobiles - témoigne de l'ampleur de cette agitation. Des incidents similaires se sont produits également à Toronto (Canada) où, pendant la même période, un jeune homme de couleur âgé de 22 ans, Raymond Lawrence, a été tué par un policier blanc dans le quartier le plus pauvre de la ville.

Japon

8. L'article 14 de la Constitution japonaise garantit l'élimination de toutes les formes de discrimination et l'égalité de tous devant la loi mais la situation sociale imposée au Buraku ne fait pas honneur au pays. Même si la loi de 1969 sur les mesures spéciales relatives aux projets d'amélioration de ce peuple a été à l'origine d'un certain nombre de réformes, en particulier en matière d'enseignement, de nouvelles mesures doivent être mises en oeuvre pour faire cesser la discrimination dont il est actuellement victime.

9. La discrimination en matière de mariage, les enquêtes généalogiques, l'exclusion de certains emplois et l'absence de possibilités de promotion, une assistance sanitaire minimale sont autant de signes qui montrent que les Buraku demeurent une caste à part.

10. Le crédit international grandissant dont jouit le Japon ne doit pas faire oublier que ce pays n'a toujours pas ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et n'a cessé d'avoir d'importants échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud.

Europe

11. En Europe occidentale, on voit généralement dans les comportements discriminatoires une réaction au phénomène de l'immigration en provenance d'autres continents et, actuellement, de l'Europe de l'Est. Or ces manifestations ne s'expliquent pas seulement par la différence de la couleur de la peau; elles trouvent leur origine dans un état d'esprit faussé et dans une attitude culturelle grandissante de rejet de tout ce qui est lié à des traditions, des coutumes ou des religions différentes.

12. Cette façon déplorable d'agir et de sentir recueille le soutien des nouveaux mouvements ou partis d'extrême-droite qui, partout en Europe, réussissent, au moyen de propositions à la xénophobie masquée et de campagnes d'information fallacieuses mais enflammées, à obtenir un large appui et à gagner des sièges aux parlements nationaux.

13. La Ligue internationale pour le droit et la libération des peuples est très préoccupée par les nombreuses atteintes aux droits fondamentaux de l'homme. Rappelant l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme ("Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité"), elle demande instamment à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ainsi qu'à la communauté internationale de noter que :

a) La situation en Afrique du Sud est extrêmement précaire : de nouvelles mesures positives doivent être prises dans les négociations de la CODESA et l'apartheid demeure une réalité dans ce pays;

b) Les émeutes de Los Angeles et leurs répercussions en Amérique du Nord attestent des graves injustices sociales et du traitement inique qui sont constamment le lot de la minorité noire.

c) La discrimination dont sont victimes les Buraku entrave sérieusement toute possibilité pour eux de s'épanouir pleinement et d'être reconnus à part entière dans la société japonaise;

d) Les nouvelles manifestations de racisme, de xénophobie et de discrimination religieuse en Europe prennent des proportions alarmantes et sont un déni des principes fondamentaux de la démocratie qui doivent régir les pays de cette partie du monde.
